

Proposition alternative pour une

CONSTITUTION DU LUXEMBOURG

Sommaire

Chapitre Ier. De l'Etat	3
Chapitre II. De la citoyenneté	4
Chapitre III. Des droits fondamentaux	5
Chapitre IV. Du pouvoir législatif	12
Chapitre V. Des communes	17
Chapitre VI. Du Gouvernement	19
Chapitre VII. Du Conseil d'Etat	21
Chapitre VIII. Du contrôle de la constitutionnalité des lois et règlements	22
Chapitre IX. De la/du Président/e de la République	23
Chapitre X. De la Justice	25
Chapitre XI. De certaines dispositions relatives à l'administration de l'Etat	27
Chapitre XII. Des finances publiques	28
Chapitre XIII. Des établissements publics de l'Etat	30
Chapitre XIV. Des Chambres professionnels	31
Chapitre XV. De la nationalité	32
Chapitre XVI. De la langue, des emblèmes et du territoire	33
Chapitre XVII. De la révision constitutionnelle	34
Chapitre XVIII. Des dispositions finales	35
Commentaire des articles	36

Chapitre Ier – De l’Etat

1. Le Luxembourg est un Etat de droit démocratique, social, laïque, indépendant, indivisible, fondé sur le pouvoir des citoyennes et des citoyens, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, la protection des droits et libertés fondamentaux, l'égalité. Il porte la dénomination : « République du Luxembourg ».
2. Le pouvoir des citoyen/nes s'exprime à travers ses représentants élus et par des formes de démocratie directe et participative. Les représentants des citoyen/nes défendront l'intérêt général de toute la population, et la démocratie directe et participative l'impliquera.
3. L'Etat garantit la vitalité démocratique par la libre et équitable expression des convictions politiques et sociales divergentes, il promeut le débat démocratique, soutenu par le pluralisme des partis politiques et de la société civile.
4. L'Etat garantit le respect des droits humains individuels et sociaux fondamentaux considérés comme inviolables, inaliénables, indivisibles et universels.
5. Nul droit d'exception ne peut porter atteinte à ces droits.
6. L'Etat garantit la justice sociale et veille à la réduction des inégalités sociales, économiques, culturelles et à l'égalité de genre.
7. L'action de l'Etat est orientée sur les principes du développement durable dans ses dimensions économique, sociale, écologique et culturelle. L'Etat veillera à la protection de l'environnement naturel et à la protection des animaux contre la souffrance.
8. Le Luxembourg œuvre activement pour l'abolition des blocs et alliances militaires, pour le développement et l'approfondissement des structures et organisations de sécurité et de coopération non militaires, et pour le développement du droit international en faveur de la paix, de la justice sociale et de la préservation de l'environnement.
9. Le Luxembourg est membre de l'Union Européenne. Il participe à l'approfondissement de la citoyenneté européenne aux fins du renforcement de la solidarité entre les citoyen/nes européen/nes. Il œuvre pour la coopération transfrontalière.
10. Tout traité inter- ou supranational impliquant des transferts de souveraineté doit être vérifié avant sa ratification sur sa conformité avec la Constitution de la République du Luxembourg. Au cas où un traité exigerait une révision de la Constitution, celle-ci doit précéder la ratification du traité. Les traités secrets sont interdits.

Chapitre II – De la citoyenneté

11. La qualité de citoyen/ne du Luxembourg est attribuée d'office à toute personne qui possède la nationalité luxembourgeoise. Elle est également reconnue à toute autre personne qui réside sur le territoire du Luxembourg depuis 5 ans au moins. L'âge de citoyenneté est fixé à 16 ans.
12. Tout/e citoyen/ne inscrit/e sur les listes électorales a l'obligation de participer aux élections législatives et communales, ainsi qu'aux référendums prévus dans la Constitution.
13. La citoyenneté européenne et les droits politiques y liés sont réglés par la loi conformément au droit de l'Union Européenne.

Chapitre III – Des droits fondamentaux

A) Les droits humains

14. La dignité humaine est inviolable. L'Etat garantit son respect sans aucune restriction et interdit tout traitement et toute peine qui la violerait.
15. Toute personne a droit à la vie. L'Etat ne peut porter atteinte à l'intégrité physique et psychique des personnes. La torture est interdite et la peine de mort ne peut être rétablie.
16. L'égalité devant la loi est garantie.
17. Toute discrimination fondée sur l'origine ethnique ou sociale, l'orientation sexuelle, le genre ou le transgenre, la conviction, le handicap physique et mental, les situations ou les circonstances personnelles est interdite.
18. L'Etat est obligé de combattre les causes structurelles de l'inégalité entre les genres, de promouvoir l'émancipation des femmes, de garantir la protection des personnes transgenre et d'entreprendre les changements structurels nécessaires pour parvenir à une égalité réelle.
19. La liberté individuelle est garantie dans la mesure où elle ne viole pas la liberté d'autrui.
20. L'esclavage, la servitude, le travail forcé, la traite d'êtres humains sont interdits.
21. Aucune personne ne peut être contrainte de participer à des actes de guerre ni contrainte au service militaire.
22. L'Etat s'engage à promouvoir l'égal développement physique, psychique et intellectuel de chaque personne dès sa naissance.
23. L'Etat garantit le droit à l'éducation et la formation continue de toute personne sur son territoire. L'enseignement public préscolaire, fondamental, secondaire et supérieur est gratuit.
24. L'Etat veille à une protection particulièrement forte des droits de l'enfant conformément au principe général de l'intérêt supérieur de l'enfant. Il veille au développement optimal de tous les enfants quelle que soit leur origine, leur situation familiale, leur cadre de vie, leur genre. Toute discrimination fondée sur l'origine des enfants est interdite. Tout enfant a le droit d'exprimer son opinion et d'être entendu dans toutes les affaires qui le concernent compte tenu de son âge et sa maturité.
25. Les parents ont le devoir de contribuer au développement optimal de l'enfant et ont le droit au soutien public dans cette tâche.
26. Toutes les personnes ont le droit de fonder une famille ou une autre communauté de vie. La loi tient compte de la diversité des formes de

communautés de vie et les protège contre toute discrimination. Le mariage forcé est interdit.

27. (1) Les libertés d'expression, d'association, de réunion, de conviction, de religion, sont garanties. Toute personne a le droit d'exercer son culte et de manifester sa conviction en public.

(2) Ces droits ne sont soumis à aucune autorisation préalable.

(3) Les rassemblements en plein air dans un lieu accessible au public peuvent être soumis à une autorisation préalable qui ne peut être refusée pour d'autres motifs que la sécurité des personnes.
28. La liberté de presse est garantie. L'Etat garantit par des mesures adéquates le pluralisme de la presse et des opinions des et dans les médias.
29. La protection des journalistes contre toute atteinte au secret des sources est garantie ainsi que leur droit d'accès à toutes les informations susceptibles d'intérêt public.
30. La censure est interdite.
31. Selon le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat, l'Etat ne reconnaît, ni ne salarie aucune communauté religieuse. L'Etat observera la plus stricte neutralité en matière de convictions religieuses ou philosophiques, il s'abstiendra strictement de tout privilège ou de discrimination par rapport à ces convictions. Toute contrainte ou pression sur une personne ou un groupe de personne pour adhérer à un culte, pour participer à son exercice ou pour maintenir leur adhésion est interdite.
32. L'Etat garantit la liberté de l'art et de la recherche.
33. La liberté de l'enseignement s'exerce dans le respect des autres droits fondamentaux.
34. La surveillance politique et l'observation des personnes à des fins politiques sont interdites.
35. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par toutes les administrations. Ce droit comporte notamment :
 - (1) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre ;
 - (2) le droit d'accès de toute personne à tout dossier qui le concerne ;
 - (3) le droit de rectification des données fausses ou ambiguës ;
 - (4) le droit à la réparation pour des dommages causés par l'administration ;

- (5) le droit d'adresser des demandes aux autorités publiques et de recevoir une réponse motivée.
36. Toute personne a le droit d'accès à toutes les informations et dossiers d'intérêt général auprès de toutes les administrations et autorités publiques.
37. Toute personne a un droit d'accès à toute information qui le concerne détenue par des acteurs privés ;
38. Le lanceur d'alerte qui signale ou révèle des informations sur des actions ou omissions illicites ou constituant une menace ou un préjudice notamment pour l'intérêt général, l'intégrité des personnes, l'environnement a droit à une protection légale contre toutes les formes de représailles ou de pressions. Cette protection s'applique tant au secteur public qu'au secteur privé. Elle est réglée par la loi.
39. Toute personne dans toutes les structures publiques ou privées a le droit et le devoir de désobéir à des ordres qui sont contraires à la Constitution et aux lois et de les signaler.
40. Le domicile, la vie privée et le secret de la communication privée sous toutes ses formes sont inviolables. La loi garantit la protection de la vie privée contre toute immixtion et observation. Les exceptions prévues par la loi doivent être décidées par un juge et motivées exclusivement par la prévention et la poursuite pénale de délits et crimes.
41. L'Etat garantit le droit à l'autodétermination informationnelle et la neutralité des réseaux de communication électroniques.
42. La privation de la liberté n'est permise que pour des motifs et selon des procédures prévues par la loi. Sauf en cas de flagrant délit, aucune arrestation n'est permise sans une décision de justice. Toute personne arrêtée sera informée immédiatement des accusations portées contre elle et des moyens de recours. Elle a le droit de se faire assister immédiatement par un avocat de son choix.
43. Toute personne a droit à un procès équitable et contradictoire devant un tribunal impartial et indépendant. En matière pénale, une défense juridique indépendante est garantie. Le procès est public sauf les exceptions prévues par la loi. Les jugements doivent être dûment motivés et publiés.
44. Toute personne accusée est présumée innocente avant le jugement définitif. La loi garantit cette présomption d'innocence et l'Etat veille à son respect.
45. Aucune personne ne peut être condamnée en vertu d'une loi qui n'était pas en vigueur au moment des faits ni à une peine plus forte que celle qui était alors applicable.
46. Le droit d'exercer un recours juridictionnel effectif et le droit à l'appel sont garantis.

47. Toute personne a le droit de circuler librement sur le territoire, d'en sortir et d'y rentrer, sauf les exceptions prévues par la loi et dûment motivées.
48. Toute personne persécutée pour des raisons politiques, de conviction, de religion, d'ethnie, d'orientation sexuelle, de genre dans son pays bénéficie du droit d'asile. Aucune demande d'asile ne peut être refusée sans examen approfondi de sa situation.
49. Toute expulsion doit être conforme à la loi, motivée publiquement et précédée d'une analyse individuelle.
50. Le droit de grève et la liberté syndicale sont garantis. Toute pression ou pénalisation directe ou indirecte de l'appartenance et de l'activité syndicale est interdite. L'information syndicale est accessible sur les lieux de travail.
51. Le droit au travail est garanti. L'Etat est obligé de créer les conditions qui permettent l'exercice de ce droit, et de garantir, si ce droit n'est pas réalisé, un revenu de remplacement permettant de maintenir un niveau de vie suffisant.
52. Toute personne a droit au repos, à une limitation du temps de travail et à des congés périodiques. La loi organise le temps de travail salarié légal de façon à assurer la compatibilité de l'emploi salarié avec la vie familiale et la participation aux activités civiques, sociales et culturelles.
53. Toute personne a droit à des conditions de travail qui ne nuisent pas à sa santé physique et psychique.
54. Tout/e salariée a droit à une rémunération adéquate de son travail. La loi détermine notamment le salaire social minimum au regard des besoins de la vie courante, sensiblement supérieur au seuil de pauvreté et tenant compte de l'évolution générale des salaires.
55. Le principe du salaire égal pour un travail égal est garanti par la loi.
56. Les salarié/es ont le droit de participer dans l'entreprise à la définition de sa stratégie économique et sociale et à toutes les décisions qui concernent leur emploi et leurs conditions de travail.
57. Les salarié/es ont droit à une protection efficace contre les licenciements abusifs ou injustifiés.
58. L'Etat garantit le droit d'accès aux services d'intérêt général qui correspondent aux droits et besoins fondamentaux de toute personne, notamment les services d'éducation, de santé, de transport, d'approvisionnement en eau et en énergie.
59. Le droit au logement est garanti. L'Etat garantit l'exercice de ce droit par une politique publique du logement qui permette à chacun/e de vivre dignement dans un logement approprié à ses besoins.
60. L'Etat est obligé d'organiser un système public de sécurité sociale qui protège

efficacement dans les cas d'interruption ou de fin de l'emploi salarié ou indépendant pour cause de maladie, d'âge, d'incapacités. Ce système est organisé sous la forme de la propriété sociale et ne peut être privatisé.

61. La loi organise une assurance maladie et une assurance-dépendance universelles et garantit un accès égal aux soins de santé préventifs, curatif et palliatifs.
62. La loi doit garantir l'autodétermination en fin de vie.
63. L'Etat doit garantir une organisation efficace et étendue de soins adaptés aux besoins des personnes âgées et aux personnes vulnérables. La loi doit assurer leur protection contre toute forme de discrimination et d'abus.
64. L'Etat promeut l'intégration éducative, sociale et culturelle et professionnelle des personnes à besoins spécifiques.
65. L'Etat garantit la protection contre la pauvreté et contre l'exclusion sociale. La loi détermine un revenu minimum garanti supérieur au seuil de pauvreté.
66. Toute personne a droit à une part équitable de la richesse produite et à un revenu permettant une vie dans la dignité personnelle et sociale à elle et à sa famille.
67. L'Etat veille à la réduction des inégalités sociales et socioculturelles, notamment par une politique sociale et fiscale fortement redistributrice et par une politique éducative réduisant les effets de reproduction sociale des inégalités.
68. L'Etat crée les conditions nécessaires et suffisantes pour une participation égale de toutes et de tous à la vie politique, sociale et culturelle.
69. Toute personne a le droit d'exercer la profession et l'activité économique de son choix et de s'associer pour des activités économiques. La liberté d'entreprise est régie par la loi en conformité avec l'intérêt général et les autres principes constitutionnels. La loi peut imposer des autorisations et des conditions spécifiques.
70. L'Etat protège la propriété privée, la propriété publique et la propriété sociale et coopérative. La loi règle l'usage de la propriété en conformité avec l'intérêt général et les autres principes constitutionnels. L'expropriation doit être conditionnée par l'intérêt général, le droit à une indemnisation et à un recours juridictionnel sont garantis par la loi.
71. La propriété sociale des ressources foncières, naturelles, des moyens de production, des biens communs pourra être régie par la loi et devra être motivée par l'intérêt général.
72. Le droit de s'associer pour des activités économiques à des fins sociales est garanti. L'Etat soutient le développement de l'économie sociale et solidaire.

B) Les droits environnementaux

- 73. Chaque personne a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.
- 74. L'Etat est obligé de respecter dans toutes ses actions les principes du développement durable dans ses dimensions écologique, sociale, économique et culturelle.
- 75. L'Etat veillera à la protection des ressources naturelles, de la biodiversité et à la survivance des espèces menacées d'extinction.
- 76. En cas de risque de dommages irréversibles pour l'environnement ou la santé les autorités publiques appliqueront le principe de précaution.
- 77. L'Etat appliquera le principe de responsabilité environnementale aux personnes physiques et morales, incluant la pénalisation des dégradations écologiques, le financement de la réparation par les auteurs de la dégradation. Ce principe sera concrétisé par la loi.
- 78. Toute atteinte aux ressources et aux espaces naturels doit être justifiée par des nécessités d'intérêt général, les mesures compensatoires complètes et leur financement par l'auteur de l'atteinte doivent être définis a priori.
- 79. L'Etat veillera à réduire l'empreinte écologique du Luxembourg.
- 80. L'Etat prendra toutes les mesures transversales nécessaires pour empêcher le changement climatique telles que la limitation des émissions de gaz à serre et la conservation des forêts et végétations.

C) Le droit animalier

- 81. Les animaux ont le statut d'êtres vivants doués de sensibilité et d'intelligence à des degrés divers, et non de choses ou de biens meubles. La loi garantira la protection des animaux contre la maltraitance et la souffrance, notamment celles liées à l'élevage, au transport, à l'abattage et l'expérimentation.

D) Clauses transversales

- 82. Les principes, droits et libertés inscrits dans la présente Constitution seront concrétisés par la législation qui devra respecter leur contenu essentiel, pour lequel vaudra le principe de non-régressivité. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice des droits et libertés fondamentaux garantis par la présente Constitution que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est strictement nécessaire à la préservation de l'intérêt général, ou à la

protection des droits et libertés d'autrui.

83. Les traités et accords internationaux en matière de droits humains signés et ratifiés par le Luxembourg ont valeur supra-constitutionnelle dans la mesure où leurs dispositions sont plus favorables à leur titulaire que les garanties constitutionnelles ou législatives. Le juge relève les dispositions pertinentes d'office et les interprète conformément aux décisions des organes juridictionnels supranationaux, de façon à leur conférer un effet utile.
84. Avant la ratification d'un traité international, la Chambre est obligée de consulter la Cour constitutionnelle sur sa conformité avec la Constitution. L'avis de la Cour sera public.

Chapitre IV – Du pouvoir législatif

A) De la Chambre des Députés

85. La Chambre des Députés représente les citoyen/nes et défend les intérêts de toute la population résidant ou travaillant au pays. Elle exerce le pouvoir législatif sans préjudice des instruments de la démocratie directe. Sans préjudice de la diversité des intérêts et des convictions, les députés ont toujours en vue l'intérêt général.
86. La Chambre des Députés se compose de 60 députés, qui sont élus pour cinq ans. Le nombre des députés peut être augmenté par une loi adoptée par deux tiers des membres de la Chambre des Députés.
87. L'élection est directe. Elle a lieu sur la base du suffrage universel par vote secret au scrutin de liste, suivant la représentation proportionnelle. Une loi adoptée à la majorité qualifiée doit assurer une répartition des sièges strictement proportionnelle à la répartition des votes. La loi détermine les conditions et les voies de recours contre la constatation du résultat des élections.
88. Les citoyen/nes de nationalité luxembourgeoise sont inscrit/es d'office sur les listes électorales. Les citoyen/nes qui n'ont pas la nationalité luxembourgeoise sont invité/es à s'y inscrire. Toute personne inscrite sur les listes électorales aura l'obligation de participer au vote, sauf les exceptions limitées prévues par la loi telles que l'âge ou la maladie ou l'absence motivée.
89. Le territoire national constitue une seule circonscription électorale.
90. Tout/e citoyen/ne dispose du droit de vote actif et passif.
91. Pour être éligible, il faut être domicilié au Luxembourg.
92. Pour certains délits ou crimes, la loi peut prévoir la sanction de l'inéligibilité temporaire.
93. Le mandat de député est incompatible avec les fonctions suivantes :
 - Membre du Gouvernement ;
 - Membre du Parlement européen ;
 - Membre de la Cour constitutionnelle ;
 - Membre de l'Ordre judiciaire ou de l'ordre administratif ;
 - Membre du Conseil d'Etat ;
 - Membre de la Cour des Comptes ;
 - Bourgmestre ou échevin ;Certains emplois et fonctions publics liés à des fonctions dirigeantes de l'Etat à déterminer par une loi adoptée à la majorité qualifiée. En cas d'incompatibilité, la personne élue a le droit de choisir entre son mandat de député et la fonction ou l'emploi incompatible avec ce mandat.
94. Le député qui a renoncé à son mandat pour entrer au Gouvernement et qui

démissionne de ce Gouvernement, est réinscrit sur la liste sur laquelle il a été élu comme suppléant dans l'ordre des suffrages obtenus.

95. Les partis politiques représentés à la Chambre des Députés sont reconnus explicitement comme tels dans le Règlement de la Chambre des Députés.
96. Les expressions pluralistes et la participation équitable de tous les partis représentés à la Chambre à la vie démocratique de la République et à la définition de sa politique sont garanties. A cette fin, les députés et groupes d'opposition bénéficient de droits spécifiques, tels que la présidence de certaines commissions parlementaires et le droit à la représentation dans toutes les instances de la Chambre des Députés.
97. (1) La Chambre des Députés se réunit en séance publique au plus tard le trentième jour qui suit la date des élections pour vérifier la conformité des mandats de ses membres aux dispositions constitutionnelles. Un recours contre ses décisions est ouvert devant la Cour constitutionnelle.

(2) A leur entrée en fonction, les députés prêtent en séance publique le serment qui suit : « Je jure d'observer la Constitution et de remplir mes fonctions avec intégrité et exactitude. »

(3) Les fonctions de la Chambre des Députés en exercice cessent avec l'assermentation des députés nouvellement élus.
98. La Chambre des Députés détermine par son Règlement son organisation et le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Le Règlement de la Chambre des Députés a le statut d'une loi.
99. La Chambre des Députés nomme son président et ses vice-présidents et compose son bureau selon les modalités fixées dans son Règlement.
100. Les séances de la Chambre des Députés sont publiques.
101. La Chambre des Députés ne peut prendre de décision que si la majorité des députés y participent. Toute décision est prise à la majorité des suffrages. La majorité absolue n'est requise que pour les cas prévus par la Constitution. Le vote par procuration est admis, sauf les exceptions prévues par la Constitution. Nul ne peut recevoir plus d'une procuration. Les décisions dont l'adoption requiert la majorité qualifiée en vertu de la Constitution doit recueillir au moins les deux tiers des suffrages des députés, le vote par procuration n'étant pas admis. Le Règlement détermine les règles de majorité pour la désignation de personnes à des mandats ou fonctions à laquelle procède la Chambre des Députés, sous réserve des dispositions de la Constitution.
102. La Chambre des Députés se réunit en séance publique à la demande motivée du Gouvernement ou d'un tiers des députés.
103. Les membres du Gouvernement ont entrée dans la Chambre des Députés et doivent être entendus quand ils le demandent. La Chambre des Députés peut exiger leur présence.

104. Des projets de loi peuvent être déposés à la Chambre des Députés et par le Gouvernement et par une commission parlementaire.
105. Chaque député a le droit de déposer une proposition de loi et de la présenter devant la Chambre des Députés. Sauf irrecevabilité décidée et dûment motivée par la commission parlementaire compétente, la proposition de loi bénéficiera de la même procédure qu'un projet de loi.
106. (1) Les lois sont adoptées par la Chambre des Députés.
- (2) La Chambre des Députés peut amender les projets et les propositions de loi.
- (3) La Chambre des Députés vote en principe sur l'ensemble de la loi. A la demande de cinq députés au moins, le vote sur l'ensemble de la loi peut être précédé par un vote portant sur un ou plusieurs articles. Au cas où un amendement proposé par un député aurait été rejeté, il aura le droit d'exiger un vote séparé sur l'article correspondant de la loi avant le vote sur l'ensemble de la loi. Le vote est toujours nominal.
- (4) Toutes les lois sont soumises à un second vote, à moins que la Chambre des Députés, d'accord avec le Conseil d'Etat, siégeant en séance publique, n'en décide autrement. Il y aura un intervalle d'au moins trois mois entre les deux votes.
107. Toute loi est promulguée par la/le Président/e de la République et publiée au plus tard un mois après son adoption.
108. La Chambre des Députés peut décider d'avoir recours au référendum dans les cas, sous les conditions et avec les effets à déterminer par la loi. Les articles 4 et 199 s'appliqueront.
109. Selon les dispositions de l'article 120, des citoyen/nés peuvent soumettre à la Chambre des Députés une proposition législative et exiger, le cas échéant, un référendum.
110. La Chambre des Députés a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit. Une commission d'enquête doit être instituée si un tiers au moins des députés le demande.
111. La/le Président/e n'a le droit de fixer des élections anticipées que si la Chambre, à la majorité absolue de ses membres, soit rejette une motion de confiance au Gouvernement, soit adopte une motion de censure à l'égard du Gouvernement. En cas de démission du Gouvernement, la/le Président/e peut fixer des élections anticipées après avoir reçu l'assentiment de la Chambre exprimé à la majorité absolue de ses membres.
112. Les rapports des commissions parlementaires sont publics, sauf décision contraire de la commission prise à la majorité des deux tiers de ses membres.
113. La transparence du processus réglementaire est garantie. Les règlements

gouvernementaux sont avisés par les commissions parlementaires et accessibles à tout citoyen avant leur signature.

114. Aucune action, ni civile, ni pénale, ne peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.
115. A l'exception des cas visés par l'article 114, les députés peuvent être poursuivis en matière pénale. Cependant, l'arrestation d'un député est, sauf en cas de flagrant délit, soumise à l'autorisation préalable de la Chambre des Députés. Une autorisation de la Chambre des Députés n'est pas requise pour l'exécution des peines, même celles privatives de liberté, prononcées à l'encontre d'un député.
116. Les députés touchent, outre leurs frais de déplacement, une indemnité, dont le montant et les conditions sont fixés par la loi.
117. La Chambre établit sous forme d'une loi un code de déontologie pour ses membres et les membres du Gouvernement.

B) De la pétition, de la démocratie participative et de la démocratie directe.

118. La loi organise des formes diverses de démocratie participative à tous les niveaux institutionnels, Etat, communes, administrations, entreprises. L'Etat se porte garant d'un débat continu et pluraliste sur des formes de démocratie participative : consultations, concertations, co-élaborations, forums citoyens. Les procédures et l'efficacité sont réglées par la loi qui organise la participation populaire. Dans tous les cas, les institutions concernées doivent justifier leur position par une motivation soutenue soumise au débat.
119. (1) Toute personne ou groupe de personnes résidant ou travaillant au Luxembourg ont le droit d'adresser à toute autorité publique une pétition et de recevoir dans un délai raisonnable une réponse motivée.

(2) Toute personne a le droit d'initier une pétition publique. Si elle est déclarée recevable par la Chambre des Députés et si elle recueille au moins 4.000 signatures dans un délai de 2 mois, la Chambre organisera un débat public en séance plénière ou en commission sur l'objet de la pétition.

(3) Le droit de pétition n'est pas lié à la citoyenneté.

(4) Les modalités du droit de pétition sont réglées par la loi.
120. Le droit d'initiative citoyenne s'exerce dans une procédure à trois étapes.

(1) L'initiative est prise par un comité de citoyen/nes. Si les initiateurs recueillent les signatures d'au moins 0,5 pourcent du total des citoyen/nes inscrit/es sur les listes électorales, ils peuvent soumettre cette proposition législative à la Chambre des Députés. La Chambre des Députés, après audition des initiateurs, se prononce pour ou contre la rédaction d'une proposition de loi. Dans le premier cas, elle dépose la proposition dans les six mois après le dépôt

des signatures. Les initiateurs ont le droit de vérifier qu'elle correspond bien à leur initiative et de considérer des divergences importantes comme un refus.

(2) En cas de refus par la Chambre des Députés et au plus tôt deux mois, au plus tard trois mois, après ce refus, les initiateurs ont le droit d'entamer une initiative populaire élargie. Le délai pour le recueil de signatures est alors de six mois. Si l'initiative recueille au moins 2,5 pourcent des signatures des citoyen/nés inscrit/es, la Chambre des Députés se prononce pour ou contre la rédaction d'une proposition de loi. Dans le premier cas, elle dépose la proposition dans les quatre mois après le dépôt des signatures. Les initiateurs ont le droit de vérifier qu'elle correspond bien à leur proposition et de considérer des divergences importantes comme un refus.

(3) En cas de refus par la Chambre des Députés, les initiateurs peuvent déposer une proposition de loi dans un délai de six mois. Tout parti représenté à la Chambre des Députés peut alors également présenter dans les deux mois suivants une proposition au référendum. Ces propositions de loi sont soumises à l'avis du Conseil d'Etat qui se prononcera dans le mois. Les initiateurs et auteurs des propositions de loi ont alors un mois supplémentaire pour y apporter des corrections. La Chambre soumet ensuite les propositions non retirées à la Cour constitutionnelle, qui vérifie si les articles 4 et 199 sont respectés. La Chambre des Députés organise un référendum sur les propositions jugées recevables dans les trois mois après la décision de la Cour constitutionnelle.

121. Une proposition est admise, si elle recueille la majorité des votes valides.
122. L'initiative citoyenne pour une proposition de loi constitutionnelle se fait selon la même procédure avec les dispositions particulières suivantes : 1. Dans tous les cas, la proposition constitutionnelle par la Chambre des Députés requiert l'approbation de deux tiers de ses membres. 2. L'initiative populaire élargie (étape 2) doit recueillir 5% des citoyen/nés inscrit/es.
123. La loi ou la révision constitutionnelle issues de l'initiative citoyenne sont promulguées par la/le Président/e.
124. Les modalités de l'initiative citoyenne sont réglées par la loi conformément aux dispositions constitutionnelles.

Chapitre V – Des communes

126. (1) Echelons de base de la démocratie, les communes sont des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique. Elles défendent par leurs organes les intérêts de leur population y résidant et y travaillant. Elles gèrent leur patrimoine propre.
- (2) La loi règle la composition, l'organisation et les attributions des organes de la commune.
127. (1) La politique communale est définie par un conseil communal élu sur base du suffrage universel et par vote secret pour une durée de 5 ans.
- (2) Le vote est obligatoire pour les personnes inscrites sur les listes électorales.
- (3) La politique communale définie par le conseil communal est exécutée par un collège des bourgmestre et échevins, qui sont nommés par le Gouvernement parmi les membres du conseil communal sur proposition de celui-ci dans les formes prévues par la loi.
128. Le conseil communal crée des commissions communales consultatives. Chaque parti représenté au conseil communal ainsi que des représentants de la société civile ont le droit d'y siéger.
129. (1) Les impôts au profit des communes sont déterminés par la loi. Dans le respect de ses compétences constitutionnelles et légales, le conseil communal peut établir des impôts et des taxes nécessaires à la réalisation de l'intérêt communal. Les impôts et les taxes sont approuvés par le Ministre en charge des affaires communales. Cette approbation se fait selon le seul critère de la légalité.
- (2) Le conseil communal établit annuellement le budget de la commune et en arrête les comptes.
- (3) Les communes ont droit aux ressources financières pour remplir les missions leur confiées par la loi et pour assurer à leur population une haute qualité de vie ainsi que l'accès aux services publics correspondant à leurs besoins.
130. Le conseil communal fait les règlements communaux, sauf les cas d'urgence. Les règlements pris en cas d'urgence seront validés a posteriori par le Conseil communal. Dans les matières réservées par la Constitution à la loi, les règlements communaux ne peuvent être pris qu'aux fins et dans les conditions déterminées par la loi.
131. La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des organes de la commune que la loi détermine.
132. La loi établit le statut des fonctionnaires communaux.

133. Toute commune peut créer, seule ou avec d'autres communes, des établissements publics dans les limites et selon la manière déterminée par la loi.
134. La loi règle la surveillance de la gestion communale et détermine limitativement les actes des organes communaux à approuver par le Ministre en charge des affaires communales. Cette surveillance se limite strictement au contrôle de légalité.
135. Sur la demande de la majorité absolue des membres du Conseil Communal, le Conseil de Gouvernement peut fixer des élections anticipées.
136. Le Conseil communal veillera à développer des formes de démocratie participative au niveau communal.
137. Le Conseil communal peut organiser un référendum sur une question d'intérêt général communal, dont le résultat s'imposera au Conseil communal.
138. Le conseil communal doit organiser un référendum sur une question d'intérêt communal général si 20 % des citoyen/nés l'exigent. Le résultat du référendum s'impose au conseil communal.
139. La loi règle les modalités des référendums communaux.
140. Aucune décision législative ou réglementaire touchant aux objets et aux intérêts des communes ne peut être adoptée sans avis préalable des communes ou de leur représentation. Cet avis est public.

Chapitre VI –Du Gouvernement

141. Le Gouvernement dirige la politique générale de l'Etat sous mandat et contrôle de la Chambre des Députés.
142. Le Gouvernement se compose d'un Premier ministre, d'un ou de plusieurs Vice-premiers ministres, de ministres et, le cas échéant, d'un ou de plusieurs secrétaires d'Etat.

La/le Président/e de la République nomme le Premier ministre et les autres membres du Gouvernement et accepte leur démission.

Avant d'entrer en fonction, les membres du Gouvernement prêtent le serment suivant : « Je jure d'observer la Constitution et de remplir mes fonctions avec intégrité et exactitude. »

143. Le Gouvernement n'entre en fonction qu'après un vote de confiance sur sa composition et son programme à la majorité absolue des membres de la Chambre des Députés.
144. Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec celles de député, de membre du Parlement européen, de conseiller d'Etat, de membre d'un conseil communal, ainsi qu'avec tout emploi et fonction publics ou activité professionnelle.
145. Les membres du Gouvernement exercent leurs attributions, soit en conseil, soit individuellement pour les affaires dont ils ont la charge.

Le Premier ministre coordonne l'action du Gouvernement et veille au maintien de l'unité de l'action gouvernementale.

La loi détermine l'organisation et le fonctionnement du Gouvernement et la limitation des mandats des membres du Gouvernement.

146. (1) Le Premier ministre présente la composition et le programme du nouveau Gouvernement conformément à l'article 141 de la Constitution.
- (2) La Chambre des Députés peut engager la responsabilité du Gouvernement par une motion de censure.
- (3) Lorsqu'une majorité absolue de la Chambre des Députés refuse la confiance au Gouvernement, le Premier Ministre présente la démission du Gouvernement au Président de la République.
- (4) Le Gouvernement démissionnaire continue provisoirement à conduire la politique générale.
147. (1) Le Gouvernement et ses membres sont responsables devant la Chambre des Députés.

(2) Les membres du Gouvernement ne répondent ni civilement ni pénalement des opinions qu'ils émettent à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

(3) Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

(4) Seul le ministère public peut intenter et diriger les poursuites à l'encontre d'un membre du Gouvernement pour ces actes, même après cessation des fonctions. La loi détermine la juridiction de l'ordre judiciaire compétente et les procédures à suivre.

(5) Sauf le cas de flagrant délit, toute arrestation d'un membre du Gouvernement nécessite l'autorisation préalable de la Chambre des Députés. Cette autorisation n'est pas requise pour l'exécution des peines, mêmes celles privatives de liberté, prononcées à l'encontre d'un membre du Gouvernement.

148. Le Gouvernement et ses membres ont le droit d'initiative en matière de processus réglementaire. Le contrôle parlementaire et public est assuré par l'article 113 de la présente Constitution.

149. Les Commissions, Conseils et Comités consultatifs instaurés par le Gouvernement doivent refléter la diversité des intérêts et des opinions et assurer une représentation équitable de la société. Leur transparence est garantie, notamment en ce qui concerne leur objectif, leur composition et la nomination de leurs membres et la publicité de leurs décisions et recommandations.

Chapitre VII – Du Conseil d’Etat.

150. (1) Le Conseil d’Etat est un organe consultatif de la Chambre des Députés. Sa mission consiste à vérifier la constitutionnalité des projets et propositions de loi, amendements, règlements, leur conformité à d’autres normes supérieures ainsi que la cohérence juridique de l’ensemble législatif.
- (2) En cas de constatation d’une non-conformité d’un texte avec la Constitution ou de doute sur la constitutionnalité le Conseil d’Etat prononcera une opposition formelle qui vaut obligation d’un second vote à la Chambre des Députés.
- (3) Les membres sont désignés par la Chambre des Députés à la majorité absolue, sur proposition émanant :
- a) des partis représentés à la Chambre des Députés elle-même;
 - b) des institutions ou associations de la société civile.
- (4) Pour les propositions émanant de la Chambre des Députés, les partis politiques y représentés sont égaux en droits.
- (5) La composition, l’organisation et le fonctionnement du Conseil d’Etat sont réglés par la loi.

Chapitre VIII – Du contrôle de la constitutionnalité des lois et règlements

151. La Cour constitutionnelle statue, par voie d'arrêt, sur la conformité des traités, des lois et des règlements avec la Constitution.

152. La Cour constitutionnelle peut être saisie pour statuer de cette conformité :

(1) à titre préjudiciel, suivant les modalités à déterminer par la loi, par toute juridiction ;

(2) par toute personne physique ou morale, qui, après avoir épuisé tous les recours, s'estime lésé/e dans ses droits constitutionnels fondamentaux et dépose par écrit une plainte constitutionnelle valablement argumentée ; la requête sera cependant irrecevable, si la question a été tranchée auparavant par un arrêt de la Cour constitutionnelle.

(3) par une commune dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur d'un traité, d'une loi ou d'un règlement d'intérêt communal ;

(4) par une Chambre professionnelle dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur d'un traité, d'une loi ou d'un règlement qui tombe sous son objet ;

(5) par le Conseil d'Etat dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur d'un traité, d'une loi ou d'un règlement ;

(6) par cinq députés au moins avant l'entrée en vigueur d'un traité, d'une loi ou d'un règlement et dans les 3 mois suivant l'entrée en vigueur d'un traité, d'une loi ou d'un règlement.

Dans tous les cas, la Cour statue d'abord sur la recevabilité d'une saisine.

153. Si la Cour constitutionnelle statue sur la non-conformité d'une loi, d'une partie d'une loi, d'un règlement, ces dispositions législatives sont en principe annulées. La Cour peut néanmoins fixer un délai pour l'abrogation ou la modification des dispositions concernées.

154. La Cour constitutionnelle vérifie la conformité d'un référendum avec la Constitution.

155. Les membres de la Cour constitutionnelle sont pour moitié des magistrats nommés par la/le Président/e sur proposition de la Cour suprême. L'autre moitié sont des magistrats nommés par la Chambre des Députés à la majorité absolue. Les nominations se font pour une durée de 6 ans, renouvelable une fois.

156. L'organisation de la Cour constitutionnelle et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.

Chapitre IX – De la Présidente /du Président de la République

157. La Présidente/le président se porte garant des principes fondamentaux de la République.
- (1) Elle/il ne détient pas de pouvoir législatif ni de gouvernement et se situe au-dessus des partis politiques.
 - (2) Elle/Il promulgue les lois et les règlements.
 - (3) Elle/Il peut fixer des élections anticipées selon les dispositions de l'article 111.
 - (4) En tenant compte du résultat des élections, et après avoir entendu les partis et listes électorales ayant participé aux élections, il/elle désigne un formateur pour un nouveau Gouvernement.
 - (5) Elle/Il nomme les membres du gouvernement après le vote de confiance à la Chambre des Députés prévu à l'article 143.
 - (6) Elle/Il nomme les membres de la Cour constitutionnelle conformément à l'article 155 et les membres de la Cour des comptes conformément à l'art. 187.
 - (7) Elle /Il nomme les magistrats conformément à l'article 166.
 - (8) Elle/Il est informé/e régulièrement par le Gouvernement sur la marche des affaires publiques.
 - (9) La durée du mandat est de six ans, non renouvelable.
 - (10) La présidence est exercée en alternance par un homme et une femme.
 - (11) La/le Président/e est élu/e par la Chambre des Députés : par deux tiers des membres pour un 1er et un 2ème tour, par la majorité absolue des membres pour un 3ème tour.
 - (12) Chaque parti représenté à la Chambre peut présenter un/e candidat/e.
 - (13) La fonction de président/e est incompatible avec tout autre mandat politique, toute activité ou mandat professionnel et social.
 - (14) Avant d'entrer en fonction, la/le Président/e prêtera le serment suivant :
« Je jure d'observer la Constitution et les lois du pays et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles. »
 - (15) La/le Président/e peut être révoqué/e par une décision prise à la majorité des membres de la Chambre des Députés, qui procède alors à une nouvelle élection.
 - (16) En cas d'absence prolongée, les fonctions de la Présidence sont exercées

par la/le Président/e de la Chambre des Députés.

(17) L'organisation de la présidence sera réglée par la loi.

Chapitre X – De la Justice

158. Le pouvoir judiciaire est exercé par les juridictions qui comprennent les magistrats du siège et ceux du ministère public.
159. Les juridictions de l'ordre judiciaire ont compétence générale en toute matière, à l'exception des attributions conférées par la Constitution à d'autres juridictions à compétence particulière.
160. La loi règle l'organisation des juridictions du travail et des juridictions en matière d'assurances sociales, leurs attributions, leur composition paritaire, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers.
161. Le contentieux administratif et fiscal est du ressort des juridictions de l'ordre administratif, dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.
162. La Cour suprême assure le respect du droit par les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif ainsi que par les autres juridictions prévues par la Constitution.
163. La loi règle l'organisation des juridictions ainsi que les voies de recours.
164. Les juridictions n'appliquent les lois et les règlements qu'autant qu'ils sont conformes aux normes de droit supérieures.
165. (1) Les magistrats du siège sont indépendants dans l'exercice des fonctions juridictionnelles.
- (2) Le ministère public exerce l'action publique et requiert l'application de la loi. Il est indépendant dans l'exercice de ces fonctions.
166. (1) Les magistrats du siège et ceux du ministère public sont nommés par la/le Président/e sur proposition du Conseil national de la Justice.
- (2) Les conditions de nomination et la procédure sont déterminées par la loi.
167. (1) Le statut des magistrats du siège et de ceux du ministère public est déterminé par la loi.
- (2) Les magistrats du siège sont inamovibles.
- (3) La loi règle la mise à la retraite des magistrats du siège et de ceux du ministère public pour raison d'âge, d'infirmité ou d'inaptitude.
- Les sanctions de la suspension, du déplacement ou de la révocation doivent être prononcées par décision de justice. Les autres sanctions disciplinaires et les recours sont déterminés par la loi.
168. Avant d'entrer en fonction, les magistrats du siège et ceux du ministère public prêtent le serment prévu par la loi.

169. Le Conseil national de la Justice fait les propositions pour la nomination des magistrats du siège et de ceux du ministère public.

Il instruit les affaires disciplinaires des magistrats du siège et de ceux du ministère public.

Il peut formuler des recommandations dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice.

Le Conseil national de la Justice est composé pour les deux tiers de magistrats de tous les corps et de toutes les juridictions, élus par leurs pairs. Le tiers restant est élu par la Chambre des Députés sur proposition émanant des institutions ou associations de la société civile.

La loi détermine la composition, le fonctionnement du Conseil national de la Justice et les modalités d'exercice de ses compétences.

170. Les audiences des juridictions sont publiques. Le président d'une juridiction peut ordonner le huis-clos pour assurer le déroulement normal de la justice ou pour préserver la vie intime des personnes. Le huis-clos est motivé et prononcé en séance publique.
171. Tout jugement est motivé et prononcé en séance publique.
172. La loi garantit l'impartialité du magistrat du siège, le caractère équitable et loyal ainsi que le délai raisonnable des procédures, le respect du contradictoire et des droits de la défense.
173. Les dispositions de la Constitution ne font pas obstacle aux obligations découlant du Statut de la Cour pénale internationale.

Chapitre XI – De certaines dispositions relatives à l’administration de l’Etat

174. Aucune loi ni aucun règlement ou arrêté d’administration générale ne sont obligatoires qu’après avoir été publiés dans la forme déterminée par la loi.
175. La loi détermine les conditions et les limites ainsi que les modalités de mise en œuvre de la responsabilité de l’Etat et des autres personnes morales de droit public pour les dommages qu’ils ont causés ou qu’ont causés leurs mandataires publics et agents dans l’exercice de leurs fonctions.
176. (1) Le Gouvernement nomme aux emplois publics, conformément à la loi, et sauf les exceptions établies par elle.

(2) Aucune fonction salariée par l’Etat ne peut être créée qu’en vertu d’une loi.

(3) Le statut des fonctionnaires est déterminé par la loi.
177. L’organisation et les attributions de la force publique sont réglées par la loi.
178. L’armée sert à la défense du territoire et de la population du pays.
179. La Chambre des Députés peut autoriser exceptionnellement, dans les formes déterminées par la loi, l’intervention de la force publique en dehors du territoire de la République du Luxembourg, à condition que cette intervention soit exclusivement motivée par la protection de populations civiles, et qu’elle soit conforme au droit international y compris par rapport au droit des Nations Unies.
180. Conformément aux articles 38 et 39, les membres de la force publique ont le droit et le devoir de désobéir à des ordres contraires à la Constitution et aux lois et de les signaler publiquement.
181. Pour la coordination et la cohérence du développement économique, social et écologique à moyen et long terme est institué un Comité de développement auquel participent la Chambre des Députés, le Gouvernement et les acteurs de la société civile dans une logique de démocratie participative. L’organisation et le fonctionnement du Comité de développement sont déterminés par la loi.
182. Il est institué une instance de médiation (Ombudsman). Toute personne a le droit de s’adresser à cette instance pour ses problèmes ou litiges avec une administration publique ou un organisme investi d’une mission de service public. L’organisation et le fonctionnement de l’Ombudsman sont réglés par la loi.

Chapitre XII – Des finances publiques

183. Les impôts servent à financer les dépenses d'intérêt général, contribuent à garantir la justice sociale par la redistribution des richesses, à empêcher la concentration des avoirs et des pouvoirs économiques, à réguler l'économie à des fins sociales ou écologiques, à affermir la solidarité citoyenne.
184. (1) Tout impôt de l'Etat, toute exemption ou modération d'impôt sont établis par la loi.
- (2) Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont pas renouvelées.
- (3) il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts.
185. (1) Tout emprunt à charge de l'Etat doit être contracté avec l'assentiment de la Chambre des Députés.
- (2) Toute aliénation d'une propriété immobilière ou mobilière de l'Etat doit être autorisée par une loi spéciale. Toutefois, une loi générale peut déterminer un seuil en dessous duquel une autorisation spéciale de la Chambre des Députés n'est pas requise.
- (3) Toute acquisition par l'Etat d'une propriété immobilière ou mobilière importante, toute réalisation au profit de l'Etat d'un grand projet d'infrastructure ou d'un bâtiment considérable, tout engagement financier important de l'Etat doivent être autorisés par une loi spéciale. Une loi générale détermine des seuils à partir desquels cette autorisation est requise, ainsi que les conditions et les modalités pour financer les travaux préparatoires.
- (4) Toute charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice doit être établie par une loi spéciale.
- (5) Toute pension, tout traitement d'attente, toute gratification à la charge de l'Etat sont accordés par une loi.
186. Chaque année, la Chambre des Députés arrête la loi des comptes et vote le budget. Toutes les recettes et dépenses doivent être portées au budget et dans les comptes.
187. (1) Une Cour des comptes est chargée du contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat ; la loi peut lui confier d'autres missions de contrôle de gestion financière des deniers publics.
- (2) La Cour des comptes soumet ses contestations et recommandations sur le compte général de l'Etat à la Chambre des Députés.
- (3) Les attributions et l'organisation de la Cour des comptes ainsi que les modalités de son contrôle et les relations avec la Chambre des Députés sont

déterminées par la loi.

(4) Les membres de la Cour des comptes sont nommés par la/le Président/e sur proposition de la Chambre des Députés.

188. La Cour des comptes s'abstiendra de tout jugement sur l'opportunité politique d'une dépense ou d'une recette publiques.

Chapitre XIII – Des établissements publics de l'Etat

189. (1) La loi peut créer des établissements publics.
190. (1) La loi détermine l'objet, l'organisation et les compétences des établissements publics, qui ont la personnalité juridique.
- (2) Dans la limite de leur objet, la loi peut leur accorder la compétence de prendre des règlements. Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, ces règlements ne peuvent être pris qu'aux fins et dans les conditions spécifiées par la loi. Ces règlements doivent être conformes aux lois et aux règlements en vigueur.

Chapitre XIV – Des Chambres professionnelles

191. (1) La loi peut créer des chambres professionnelles, qui ont la personnalité juridique, et qui sont impliquées dans la procédure consultative de la législation.
192. (1) La loi détermine l'objet, l'organisation et les compétences des chambres professionnelles et des organes des professions libérales, qui ont la personnalité juridique.
- (2) Dans la limite de leur objet, la loi peut leur accorder la compétence de prendre des règlements. Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, ces règlements ne peuvent être pris qu'aux fins et dans les conditions spécifiées par la loi. Ces règlements doivent être conformes aux lois et aux règlements en vigueur.

Chapitre XV – De la nationalité

193. (1) La nationalité luxembourgeoise régit le statut des personnes selon les règles établies par la loi.
- (2) L'exercice des droits civils est indépendant de la qualité de citoyen, laquelle ne s'acquiert et ne se conserve que conformément à la Constitution et aux lois.
- (3) Aucun Luxembourgeois ne peut être expulsé ou empêché d'entrer sur le territoire national.
- (4) La loi règle l'accès aux emplois publics des Luxembourgeois et des Non-Luxembourgeois.
- (5) Les conditions déterminant la qualité de Luxembourgeois sont fixées par la loi à la majorité absolue des voix. La loi favorisera et facilitera l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par toutes les personnes résidant au Luxembourg.

Chapitre XVI – De la langue, des emblèmes et du territoire

194. (1) La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande.
- (2) L'emblème national est le drapeau tricolore rouge, blanc, bleu.
- (3) La loi définit les armoiries de l'Etat.
- (4) L'hymne national est « Ons Heemecht ».
195. (1) Toute cession, tout échange, toute adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi adoptée à la majorité des deux tiers des membres de la Chambre des Députés.
- (2) Les limites et les chefs-lieux des cantons, des communes et des arrondissements judiciaires sont déterminés par la loi.
- (3) La Ville de Luxembourg est la capitale de la République du Luxembourg.

Chapitre XVII – De la révision constitutionnelle

196. Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue.
197. Toute révision de la Constitution doit être adoptée dans les mêmes termes par la Chambre des Députés en deux votes successifs, séparées par un intervalle d'au moins trois mois. Nulle révision ne sera adoptée si elle ne réunit pas au moins les deux tiers des suffrages des députés, les votes par procuration n'étant pas admis. Le texte adopté en première lecture par la Chambre des Députés est soumis à un référendum qui se substitue au second vote de la Chambre, si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite soit par plus d'un quart des députés, soit par 10.000 de citoyen/nés. La révision n'est adoptée que si elle recueille la majorité des suffrages valablement exprimés. La loi règle les modalités du référendum.
198. Une initiative populaire de révision constitutionnelle se fait selon les dispositions de l'article 122.
199. Toute révision de la constitution doit préserver le contenu essentiel des droits fondamentaux.
200. Tous les 10 ans, la Chambre des Députés lance un large débat public sur l'effet des dispositions constitutionnelles et sur un éventuel processus de révision constitutionnelle.

Chapitre XVIII – Des dispositions finales

201. Sous réserve des dispositions de l'article 202, la Constitution du 17 octobre 1868, telle qu'elle a été modifiée par la suite, est abrogée.
202. Le droit ordinaire infra-constitutionnel antérieur à l'entrée en vigueur de la présente Constitution est abrogé s'il n'est pas conforme aux dispositions de la présente Constitution. Sur la demande d'une majorité qualifiée de la Chambre des Députés, la Cour constitutionnelle peut accorder un délai de trois ans au plus pour l'adaptation des lois et règlements à la nouvelle Constitution.
203. La présente Constitution entre en vigueur le

Commentaire des articles

L'agencement diffère de celui de la Constitution actuelle et du projet de révision de la Commission parlementaire. Même si cet agencement n'a pas d'effet juridique, il établit pourtant une hiérarchie symbolique. Donc, d'abord une définition substantielle de l'Etat, la définition du citoyen, les droits fondamentaux, le pouvoir législatif, les communes... avant le Gouvernement etc.

Chapitre 1er.

Art. 1 – 8 : Une définition substantielle de l'Etat devrait esquisser un « choix de société », la valeur des droits fondamentaux, l'orientation démocratique et sociale, les obligations fondamentales de l'Etat, etc., qui trouveront leur expression plus concrète dans les articles suivants de la Constitution.

Art. 1er :

L'Etat social (Sozialstaat) doit être inscrit dans la constitution, d'abord dans la définition de l'Etat, puis par l'énumération de droits sociaux fondamentaux étendus, avec des obligations pour l'Etat. De même, il faut inscrire ici la laïcité de l'Etat, alors que dans le corpus des articles la neutralité de l'Etat par rapport aux cultes et convictions religieuses ou philosophiques sera précisée.

Voir la première phrase de l'article 1^{er} de la Constitution française :

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. »

Déi Lénk se prononce pour un régime républicain, avec une présidence purement symbolique, sans intervention réelle dans les processus législatifs.

La question de la souveraineté : le terme même est ambigu. Ensuite : souveraineté dans la « nation » (projet de la commission) ou dans le « peuple » ? Les deux expressions ne sont pas synonymes, ont des connotations et des extensions différentes. Ainsi qui appartient au peuple, n'appartient pas nécessairement à la nation. La souveraineté du peuple est plus proche de l'étymologie même du mot démocratie (demos). Pourtant, nous avons choisi le concept de la Citoyenneté pour souligner le caractère du droit et de l'égalité juridique. Le « peuple » ou la « nation » étant alors l'ensemble des citoyen/nés. Et au lieu de souveraineté, nous avons choisi le « pouvoir », moins équivoque. Les citoyen/nés sont donc (au moins théoriquement) les détenteurs du pouvoir législatif. Sachant bien que ce pouvoir citoyen est plus une idée régulatrice ou un horizon toujours devant nous qu'une réalité actuelle.

Art. 2. : Le régime parlementaire représentatif a été, tout au long de la philosophie politique, l'objet de critiques fondamentales. Aujourd'hui il est manifestement affecté par des symptômes de crise. S'il faut le défendre et le valoriser contre des dérives antidémocratiques, il faut aussi revitaliser la démocratie par des formes de démocratie directe et participative, concrétisées plus loin.

L'article précise que les représentants élus auront à défendre non seulement les intérêts de leurs électeurs/trices, mais ceux de l'ensemble de la population, donc aussi de celles et de ceux qui n'ont pas la qualité citoyenne explicite.

Art. 3. : La démocratie ne s'épuise pas dans le principe majoritaire, qui ne protège pas de dérives autoritaires, si le débat ouvert, contradictoire, ne lui est pas associé. C'est ici que l'on peut évoquer le rôle des partis politiques, mais sans la connotation monopolisante dans l'actuelle Constitution (Art. 32bis). Les partis politiques ne sont pas (et ne devront pas être) les seules instances à participer au débat démocratique, la vitalité démocratique de la société dite civile est tout aussi essentielle.

Art. 4. : La distinction entre les libertés classiques et les droits de la 2^e et 3^e génération n'est plus de mise. Tous les droits humains doivent assurer le même niveau de protection, c'est leur interaction qui peut garantir l'émancipation tant individuelle que sociale et culturelle.

Les droits dits sociaux créent les conditions même de pouvoir exercer les autres droits, et de réaliser la « dignité humaine » voire le « droit à la vie ».

Voir, par exemple, à propos du droit au travail: Comité PIDESC, Observation générale N° 18, 2005 : « Le droit au travail est indispensable à l'exercice d'autres droits de l'homme ; il est inséparable et fait partie intégrante de la dignité humaine... ». Même remarque pour la sécurité sociale (Obs. N° 19) etc.

Art. 5. : Nous refusons le prétexte de crises ou de situations exceptionnelles pour porter atteinte aux droits fondamentaux.

Art. 6. : Le principe de l'Etat social inscrit à l'art. 1^{er} est ici précisé une première fois, avant le catalogue des droits sociaux dans le 2^e chapitre. Un objectif essentiel de l'Etat social doit être la réduction des inégalités.

Art. 7. : Le développement durable dans toutes ses dimensions doit être au centre des objectifs de l'Etat.

Art. 8. Dans les années 80, on a manqué l'occasion de construire un ordre de paix et de coopération en Europe et au-delà. Au contraire, après la dissolution du pacte de Varsovie, l'OTAN s'est étendue et renforcée, et les interventions militaires se sont multipliées, parfois en violation du droit international. Il n'est pas trop tard pour changer de direction, et le Luxembourg devrait s'y engager. Cela implique la dissolution des blocs militaires. Le droit international mérite un renforcement significatif en direction d'une solution pacifique des conflits, de la protection sociale et écologique, en respectant les procédures démocratiques.

Art. 9. Il s'agit de la constatation d'un état de fait, mais aussi d'un engagement pour une Europe plus solidaire, donc aussi plus sociale et plus démocratique. La coopération transfrontalière mérite d'être élevée au rang d'objectif constitutionnel.

Art. 10. La tendance actuelle est plutôt dans l'affaiblissement de la démocratie et des principes constitutionnels par le biais du droit supranational, notamment européen. L ne s'agit pas de propager un repli national, mais une vigilance démocratique tant au niveau national qu'au niveau européen et international. La question de la souveraineté

démocratique en relation avec l'intégration européenne doit être sérieusement abordée. L'art. 5 du projet de révision, sans aucun objectif et sans aucune conditionnalité n'est pas satisfaisant. Alors qu'il est communément admis que le droit européen et international prime sur le droit national, il s'agit d'éviter que les droits constitutionnels ne soient mis en question par des conventions ou traités internationaux. Il faut insister que l'Etat, dans les négociations sur ces traités, s'engage à défendre ces principes constitutionnels. La vérification constitutionnelle prévue dans cet article reviendra à la Cour constitutionnelle. Voir les articles afférents. L'interdiction des traités secrets doit s'appliquer à toute forme d'accord international.

Chapitre II

Alors que le chapitre 1er définit la démocratie comme le pouvoir des citoyen/nes, il faut donc préciser ici la définition de la citoyenneté, qui n'est plus liée exclusivement à la nationalité. Nous plaillons pour une citoyenneté de résidence avec une extension sensible du droit de vote actif et passif, mais aussi pour des formes de démocratie participative et directe, qui seront précisées plus loin. Nous plaillons aussi pour l'obligation de vote, la citoyenneté implique des droits, mais aussi des devoirs. Les résident/es qui n'ont pas la nationalité luxembourgeoise ont toujours (comme pour les élections communales) le choix de s'inscrire ou non sur les listes électorales, mais une fois inscrit/es, ils/elles auront l'obligation de voter.

Chapitre III

Au cœur de la Constitution: la protection des droits humains. Ils méritent donc dans l'agencement une première place. C'est le cas, p.ex. du « Grundgesetz » allemand : Chapitre I, Grundrechte, 19 articles sans aucune subdivision.

Nous considérons les droits humains comme indivisibles. Nous ne faisons pas de distinction voire d'opposition du genre : droits versus objectifs, droits individuels versus droits collectifs, droits libéraux versus droits sociaux, voire liberté versus égalité... Voir Commentaire de l'art. 4.

En matière de droits humains, notamment sociaux, le projet de révision élaboré par la Commission des institutions n'est pas satisfaisant. Nous estimons que les droits humains devraient être plus complets, plus étendus et plus explicites que ceux énumérés dans le projet de révision de la commission parlementaire.

Ce catalogue de droits fondamentaux s'inspire aussi des textes internationaux les plus avancés, tels que le Pacte sur les droits civils et politiques (PIDCP), le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), la Convention européenne des droits de l'homme. La lisibilité et/ou la valeur juridique des droits de trouvent sensiblement renforcées par leur inscription dans la constitution nationale.

Dans certains pays (Portugal, Brésil), la possibilité de «recours d'inconstitutionnalité par omission», respectivement le « mandat d'injonction (...) qui permet à la juridiction suprême (...) d'adresser une injonction au Parlement pour qu'il s'acquitte d'un mandat constitutionnel » contribue au moins en théorie au renforcement de ces droits (Voir aussi : Herrera, Les droits sociaux, 115-116). Dans la présente Constitution, c'est surtout la Cour constitutionnelle avec ses attributions qui devrait assurer une forte protection.

Art. 15. Le terme de « personne » est choisi à dessein (et non celui d' « être humain ») – ce qui n'empêchera par pour autant des controverses biologiques, juridiques voire métaphysiques sur la question de savoir à partir de quel moment un être humain est à considérer comme une « personne »... Nous l'interprétons en analogie avec le projet de constitution islandaise de 2012 : Article 7 :

« Right to life :

All shall inherit the right to life at birth. »

Art. 17. Interdiction étendue des discriminations.

Art 18. La formulation de cet article s'inspire notamment d'un avis de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement Européen du 6 novembre 2014, concernant le développement mondial (2014/2143).

Pour les personnes transgenre, voir notamment l'avis RADELUX du 12 avril 2013 et le rapport de l'Agence pour les droits fondamentaux de l'Union Européenne de 2014 (FRA – Being trans in the European Union).

La garantie de l'égalité implique une forte obligation de l'Etat pour des mesures structurelles.

Art. 21. Actes de guerre. La constitution islandaise de 2012 interdit l'introduction d'un service militaire obligatoire : Art. 31 :

« Prohibition of compulsory military service

A compulsory military service may never be introduced into law. »

Voir aussi la proposition de la CSL : « Nul ne peut être contraint à servir dans l'armée luxembourgeoise » (Avis, p. 7). Toute personne devrait avoir le droit de refuser de tuer.

Art. 23. Voir Art. 13 du PIDESC :

« 2. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit [i.e. le droit à l'éducation]

a) L'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous;

b) L'enseignement secondaire, sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

c) L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité. »

Il faut rappeler cet engagement alors que partout ou presque, les politiques vont dans le sens contraire.

Art. 24. Voir notamment l'avis RADELUX du 12 avril 2013. RADELUX est un groupe d'ONG ayant pour objet surtout la défense des droits de l'enfant. En avril 2013, ce groupe a présenté un avis étoffé sur la question des droits de l'enfant dans le projet de constitution.

Voir aussi Art. 12. de la Constitution islandaise de 2012:

« Rights of children

All children shall be assured by law of the protection and care that their welfare demands.

The best interest of the child shall always have priority in decisions regarding their affairs.

A child shall be guaranteed the right to express its opinions in all instances concerning it and due recognition shall be accorded to the child's opinions in concert with its age and maturity. »

Art. 26. : Alors que la « famille » est souvent comprise comme la seule union mère-père-enfants, il faut préciser qu'il y a d'autres formes de « famille » ou de communauté de vie qui doivent être protégées contre des discriminations possibles.

Art. 27. Pour les restrictions éventuelles de ces libertés, voir la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'homme, Art. 8 – 11. Voir aussi l'Avis de la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette.

Art. 28 -30. Les droits de la presse méritent une forte protection, qui inclut évidemment la protection des journalistes et de leurs sources. La défense du pluralisme constitue une obligation active pour l'Etat.

Art. 31 : Cet article concrétise le principe de la laïcité de l'Etat.

Art. 33. : Liberté de l'enseignement : Cet article n'empêche évidemment pas le Gouvernement d'imposer des matières et des programmes dans l'enseignement fondamental et secondaire public ou, le cas échéant, privé. Il n'oblige pas non plus l'Etat de contribuer au financement de l'enseignement privé.

Art. 34. : Cet article se rapporte évidemment à des activités de renseignement du genre SREL. L'interdiction correspond à l'une des recommandations de la commission d'enquête sur le Service de renseignement ainsi qu'à l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi portant réforme du SREL, notamment concernant l'article 3 du projet de loi afférent.

Art. 35 - 37. Le droit d'accès citoyen doit avoir valeur constitutionnelle, non seulement aux dossiers qui le concernent directement, mais aussi à tous les dossiers d'intérêt général. Le droit d'accès aux données personnelles doit inclure le secteur privé.

Art. 38. Sur la protection du lanceur d'alerte, voir notamment la Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la « Protection des lanceurs d'alerte » du 30 avril 2014 : CM/Rec (2014)7. Notamment : « VII, Protection contre les représailles. Il convient d'assurer aux lanceurs d'alerte une protection contre toutes formes de représailles, directes ou indirectes, de la part de leur employeur et de la part de personnes travaillant pour le compte ou agissant au nom de cet employeur. Parmi ces formes de représailles pourraient figurer le licenciement, la suspension, la rétrogradation, la perte de possibilités de promotion, les mutations à titre de sanction, ainsi que les diminutions de salaire ou retenues sur salaire, le harcèlement ou toute autre forme de sanction ou de traitement discriminatoire. » Voir aussi le récent rapport « Speak up » de Transparency Luxembourg, qui demande une mise à jour de la législation luxembourgeoise (loi du 13 février 2011) pour une meilleure protection du lanceur d'alerte.

Art. 39. Le droit, voire le devoir de désobéissance, est au principe de l'Etat de droit.

Art. 40 – 41. Protection forte de la vie privée et du secret des communications, ainsi que des droits en relation avec les nouvelles techniques d'information et de communication.

Art. 42 – 46. Les droits dits du « justiciable », qui s'appliquent évidemment aussi aux dispositions du chapitre « De la Justice ».

Art. 48. Par un examen approfondi, il s'agit d'éviter que le droit d'asile ne soit fortement affaibli par des clauses du genre « pays sûr ». Voir aussi Art. 49.

Art. 50 – 57. Des droits étendus des salarié/es, qui devraient être concrétisés dans la loi.

Art. 50. Le droit de grève et la liberté syndicale impliquent l'interdiction de toute pression, qui doit donc être sanctionnée.

Art. 51. Le droit au travail crée une obligation pour l'Etat. Voir la Constitution italienne, Art. 4 : « La République reconnaît à tous les citoyens le droit au travail et crée les conditions qui rendent ce droit effectif. »

Art. 58. La constitution doit valoriser et protéger les services publics et l'accès à ces services.

Art. 59. De même que le droit au travail, le droit au logement crée une obligation pour l'Etat (et les communes).

Art. 60. La sécurité sociale est organisée explicitement sous la forme de la propriété sociale, et la Constitution en interdit la privatisation. Voir aussi Art. 70 sur la propriété sociale.

Art. 65 – 68. Ces articles tendent explicitement vers une société plus égalitaire, orientée sur l'intérêt général plus que sur les intérêts particuliers, sur le principe de solidarité, et d'un développement socio-économique plus juste.

Art. 69. La liberté économique est soumise à l'intérêt général.

Art. 70. On ne peut pas réduire la protection de la propriété à celle de la propriété privée.

Il convient de distinguer trois formes de propriété et leur protection respective : la propriété publique (entendue généralement comme propriété de l'Etat ou des collectivités locales), la propriété privée (entendue comme propriété d'une personne particulière ou d'un groupe de personnes particulières) – et une troisième forme de propriété qui est trop négligée : la propriété sociale, entendue comme propriété d'un collectif social. Ces formes de propriété sont partiellement très anciennes, p.ex. les terres communes au Moyen-âge, « Allmende en Allemagne. Depuis le 19^e siècle, de nouvelles formes ont apparu, ou mieux : ont été conquises. Ainsi le sociologue français Robert Castel parle systématiquement des systèmes de sécurité sociale comme une forme de « propriété sociale des non-propriétaires ». On peut y rattacher le concept des « biens communs ».

Pour la propriété privée et publique, voir aussi la Constitution italienne, Art. 42 : « La propriété est publique ou privée. Les biens économiques appartiennent à l'État, à des organismes ou à des particuliers. La propriété privée est reconnue et garantie par la loi qui en détermine les modes d'acquisition, de jouissance ainsi que les limites afin d'en assurer la fonction sociale et de la rendre accessible à tous. La propriété privée peut être expropriée, dans les cas prévus par la loi et sous réserve d'indemnisation, pour des motifs d'intérêt général. La loi fixe les règles et les limites de la succession légale et testamentaire ainsi que les droits de l'État sur les héritages. »

Constitution islandaise 2012, Art. 13 :

« Right to property :

(...)

The right to property is subject to duties as well as limitations in accordance with law. »

Art. 71. La Constitution doit expressément prévoir la possibilité d'une socialisation des ressources et des moyens de production. Il faut rappeler que la Constitution fédérale allemande ainsi que les Constitutions des Länder (tirant les leçons de l'histoire) la prévoient aussi explicitement : Grundgesetz, Art. 15 : « Grund und Boden, Naturschätze und Produktionsmittel können zum Zwecke der Vergesellschaftung durch ein Gesetz, das Art und Ausmaß der Entschädigung regelt, in Gemeineigentum oder in andere Formen der Gemeinwirtschaft überführt werden. »

Concernant les ressources naturelles, voir aussi la constitution islandaise de 2012, Art. 34 :

Natural resources

Iceland's natural resources that are not private property shall be the joint and perpetual property of the nation. No one can acquire the natural resources, or rights connected thereto, as property or for permanent use and they may not be sold or pledged. (...)

Art. 72. En direction d'une économie mixte, les diverses formes d'économie sociale et/ou solidaire doivent être soutenues.

Art. 73 - 80. : Droits environnementaux. Ces articles s'inspirent notamment de la Charte française de l'environnement qui fait partie intégrante de la Constitution française, avec les principes du développement durable, de précaution, de la responsabilité environnementale etc.

Art. 76. Principe de précaution. Voici la formulation dans le Charte française de l'environnement : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veilleront, par application du principe de précaution, et dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. »

Art. 77 – 78. Nécessités de fortes barrières contre la destruction écologique et une forte obligation de l'État pour la préservation de la nature et du climat.

Art. 79. Nous ne pouvons plus produire et vivre comme si nous avions plusieurs planètes à notre disposition.

Art. 81. Droit animalier. Nous préférons ce concept à celui de « droit des animaux » qui est très sujet à controverses juridiques et philosophiques. L'essentiel est d'assurer une très forte protection des animaux contre toute forme de souffrance et de maltraitance.

Art 82 – 84. Clauses transversales.

Art. 82. Il s'agit d'une part d'empêcher des restrictions des droits fondamentaux par la législation, d'autres part d'assurer la non-régressivité.

Art 83. « Clause pro homine » : reprise de la formulation proposée par Véronique Bruck dans son article : Mieux proclamer pour moins protéger, Forum, Avril 2014. Il s'agit de renforcer la valeur juridique de normes supérieures plus favorables.

Art. 84. Inversement, pour ainsi dire, il faut éviter que le droit international ne porte atteinte à nos droits fondamentaux. Voir aussi Art. 10.

Chapitre IV. Du pouvoir législatif

Le pouvoir législatif appartient à égalité aux représentants élus et aux citoyen/nés sous forme de démocratie participative et de démocratie directe.

Art. 85. La Chambre devrait donc défendre les intérêts des électeurs/trices (citoyen/nés) ET de toute la population !

Art. 86. Il faut préserver la possibilité d'augmenter le nombre des députés.

Art. 87. La 2^e phrase de cet article exigerait une révision de la méthode pour la répartition des sièges.

Art. 88. L'obligation de vote serait ainsi inscrite dans la Constitution, tout en laissant aux « étrangers » la possibilité de s'inscrire ou non. Voir Chapitre II.

Art. 89. Les différences structurelles, démographiques, sociales entre les différentes régions du petit pays ne sont plus telles qu'il faudrait le subdiviser en plusieurs circonscriptions, créant ainsi des inégalités de chance pour les différents partis.

Art. 90. Nous ne voulons pas créer deux catégories de citoyen/nés par une séparation du vote actif et du vote passif. Si le citoyen est le législateur, il doit pouvoir participer é tous les niveaux au pouvoir législatif.

Art. 93. Restriction importante du cumul des mandats. Mais aussi restriction de l'incompatibilité des fonctionnaires et assimilés avec le mandat de député. Que le poste d'un employé des CFL ou d'un rédacteur communal soit incompatible avec le mandat de député, alors qu'un directeur de banque ou un avocat puisse participer à des législations qui concernent directement ses affaires et/ou sa profession nous paraît manquer de logique. C'est pourquoi pour la fonction publique et les secteurs assimilés, nous proposons de limiter l'incompatibilité aux fonctions dirigeantes, qui seraient à préciser par une loi votée à la majorité qualifiée.

Art. 95. Alors que la Constitution reconnaît explicitement les partis politiques comme tels, ce n'est pas le cas à la Chambre des Députés, où il n'y a que des « groupes » et des « sensibilités politiques ». Or, le régime parlementaire est manifestement un régime de représentation par des « partis », qu'ils portent cette dénomination ou non.

Art. 96. Il faut assurer en principe une égalité des droits à tous les partis représentés à la Chambre. La disposition sur le statut de l'opposition s'inspire d'une modification de la Constitution française de 2008 qui accorde pour la 1^e fois un statut à l'opposition parlementaire. Voir les Art. 4 et 51-1 de la Constitution française, qui ont été suivis de modifications dans le Règlement de l'Assemblée nationale.

Art. 97 (2). Nous biffons du serment « l'impartialité », pour des raisons évidentes.

Art. 104 – 105. L'initiative législative de la Chambre mérite d'être renforcée. Pour les « projets de loi », la Chambre, par le biais d'une commission, sera donc sur un pied d'égalité avec le Gouvernement. Par ailleurs, chaque député pourra déposer une « proposition de loi » qui suivra la même procédure qu'un projet de loi, à moins qu'elle soit déclarée irrecevable.

Art. 106 (2). Une nouvelle disposition pour le vote séparé en cas de refus d'un amendement.

Art. 107. La promulgation est un acte formel qui ne saurait être refusé.

Art. 108. La Chambre des Députés pourra recourir au référendum et en fixer par la loi les conditions et les effets.

Art. 109. Les conditions et les effets d'un référendum d'initiative citoyenne sont précisés à l'article 120.

Art. 111. Il s'agit d'éviter une situation confuse telle qu'elle s'est présentée en 2013 avec la crise gouvernementale.

Art. 112 – 113. La transparence des processus législatifs et réglementaires sera renforcée.

Art. 117. Pour avoir un effet juridique, les codes de déontologie des députés et des membres du Gouvernement doivent avoir force de loi.

Art. 118. La démocratie participative signifie la participation directe de citoyen/nes ou d'associations à l'élaboration de projets, de budgets ou de textes législatifs. La Constitution doit la garantir au moins quant à ses principes.

Art. 120. La démocratie directe signifie la décision sur une disposition législative ou constitutionnelle par un vote de l'ensemble des citoyen/nes. Cet article constitue une avancée importante en matière de démocratie directe, tout en limitant les risques de dérives ou de bagatellisation.

Chapitre V. Des communes

Dans l'agencement de la Constitution, le chapitre sur les communes, doit suivre celui sur le pouvoir législatif national, puisqu'il s'agit des deux institutions fondamentales de la démocratie.

Art. 126. Il faut donc d'abord souligner l'importance des communes dans la structure de l'Etat démocratique.

Art. 127. Les formulations en vigueur et prévues par le projet de révision attribuent à l'exécutif communal un rang exagéré, alors que le conseil communal est le véritable « pouvoir législatif » au niveau de la commune.

Art. 128. Les commissions consultatives devraient être un instrument important de la

démocratie communale.

Art. 129 et 134. Pour la terminologie : l'expression autorité de tutelle est humiliante et dépassée, on nomme donc le ministre du ressort. Le contrôle doit se limiter strictement au contrôle de légalité. L'approbation ne peut pas se faire selon des critères politiques d'opportunité.

Art. 136 – 139. Comme au niveau national, la démocratie représentative sera complétée par la démocratie participative et la démocratie directe.

Art. 140. Il est inconcevable que des décisions au niveau de la Chambre ou du Gouvernement touchant les communes soient prises sans avoir consulté ces dernières. Pourtant c'est arrivé plus d'une fois !

Chapitre VI. Du Gouvernement

Art. 141 et 143. Conformément au principe du primat du pouvoir législatif, le nouveau Gouvernement et son programme devront être approuvés par un vote formel à la Chambre des Députés.

Art. 149. On pensera aux divers Conseils supérieurs (Education, Développement durable), Comités (d'éthique), Commissions (des droits de l'homme) etc. dont la transparence laisse parfois à désirer.

Chapitre VII. Du Conseil d'Etat

Art. 150. Le Conseil d'Etat comme organe consultatif de la Chambre des Députés (et non du Gouvernement), engagé dans le processus de législation, a sa place ici, après la Chambre des Députés. Il n'est pas une « 2^e Chambre », mais un organe juridico-technique, il n'y a aucune raison qu'il reflète directement la proportionnalité des partis politiques à la Chambre. Par contre une représentation de la « société civile » serait raisonnable.

Voici une possibilité : la moitié du CE sera proposée par les partis politiques représentés à la Chambre, mais à égalité : donc un membre ou deux à proposer par chaque parti.

Le concept de « société civile » est contesté. On pourrait donc préciser comme exemples : l'autre moitié serait à tour de rôle proposée par les Chambres professionnelles et le Syvicol.

Par ailleurs, nous renvoyons à notre avis sur la réforme du Conseil d'Etat.

Chapitre VIII. Contrôle de la constitutionnalité, Cour constitutionnelle

Art. 151 et suivants. Nous plaillons pour une forte protection notamment des droits fondamentaux par une Cour constitutionnelle aux attributions larges. Elle peut être saisie par les citoyen/nes pour défendre leurs droits constitutionnels, par les communes, par les chambres professionnelles, par le Conseil d'Etat et par 5 députés selon des conditions différentes.

En France, le Conseil Constitutionnel peut être saisi avant la promulgation d'une loi, et la CSL propose une construction analogue (Avis p. 34). Ce qui pose le problème de la séparation des pouvoirs. Le contrôle a priori, dans notre logique, serait exercé par le Conseil d'Etat, mais sans effet juridique autre que le retardement. La Cour constitutionnelle n'interviendrait donc qu'à posteriori, mais avec effet juridique. Sauf la saisine a priori par 5 députés (CSL : 10 députés).

Voici les propositions de texte de la CSL :

« Toutes les lois peuvent être soumises, avant leur promulgation, au juge constitutionnel, qui se prononce sur leur conformité à la Constitution, sur saisine, soit de dix députés, soit de l'autorité de promulgation, soit des chambres professionnelles, soit du Conseil d'Etat.

Le juge constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois de sa saisine. Toutefois, à la demande du gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

La saisine du juge constitutionnel suspend le délai de promulgation.

Lorsque le juge constitutionnel déclare la loi conforme à la Constitution, celle-ci peut être promulguée.

À l'inverse, une décision déclarant la totalité d'une loi contraire à la Constitution fait obstacle à sa promulgation.

La Cour peut décider qu'une loi est en partie conforme à la Constitution. Dans une telle hypothèse, la loi peut être promulguée à l'exception de ses articles ou parties d'articles déclarés contraires à la Constitution. »

« Les chambres professionnelles et le Conseil d'Etat peuvent saisir le juge constitutionnel pour contester la constitutionnalité d'une loi, à l'exception des lois portant approbation des traités. »

« La disposition déclarée inconstitutionnelle par le juge constitutionnel doit être modifiée ou abrogée par son auteur dans les meilleurs délais et ce au plus tard dans les six mois de la publication de l'arrêt du juge constitutionnel. »

Les présentes dispositions s'inspirent aussi du « Bundesverfassungsgericht » allemand, voir Grundgesetz Art. 92-94.

Art. 155. En ce qui concerne l'élection des juges : en RFA, la Constitution (Grundgesetz) prévoit leur élection moitié par le Bundestag, moitié par le Bundesrat. Or, jusqu'ici, ce n'était pas le Bundestag en séance plénière, mais des commissions qui « éalisaient » à huis clos. Dorénavant ce sera, comme il se doit, la plénière du Bundestag qui élira les huit juges – à la majorité des deux tiers.

Chapitre IX. Présidence.

La République aura comme représentant une Présidente ou un Président, en alternance, sans aucun pouvoir réel, mais avec certaines attributions formelles.

Voir aussi Grundgesetz BRD : Art. 54-61... (sans les pouvoirs y prévus)

Voir aussi « modèle suédois » : Le roi/la reine est officiellement « chef d'Etat », mais sans aucun pouvoir.

Chapitre X. Justice

Nous reprenons la plupart des dispositions actuelles respectivement celles du projet de révision, sauf celles qui concernent le contrôle de constitutionnalité (Voir : Cour constitutionnelle).

Chapitre XI. Administrations.

Art. 178-179. Limitation forte du rôle de l'armée, critères stricts pour les exceptions.

Art. 180. Confirmation du droit de désobéissance.

Art. 181. Une instance coordinatrice travaillant dans une logique ouverte et participative, devrait assurer la cohérence des politiques à moyen et long terme. De par sa composition et sa mission, ce serait donc un organe fort différent, par exemple, du Conseil économique et social.

Chapitre XII. Finances

Art. 183. Il faut absolument souligner les fonctions de la fiscalité, notamment la fonction sociale!

Chapitre XIII. et XIV.

Il n'y a pas de raison d'inclure les établissements publics et les chambres professionnelles dans un même chapitre, alors que les deux institutions ont des missions et suivent des logiques toute différentes.

Art. 191. La Constitution doit fixer le rôle des chambres professionnelles dans le processus législatif.

Chapitre XV. De la nationalité

La citoyenneté n'étant plus liée à la nationalité, il faut préciser les rapports entre l'une et l'autre, les droits y attachés. Le droit de vote des résidents ne doit pas empêcher de favoriser l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

Chapitre XVI. Langue etc.

Chapitre XVII. Révision constitutionnelle.

Art. 199. Principe de non-régressivité.

Art. 200. Sans préjudice de ce principe, la Constitution n'est pas une œuvre ad aeternam. Pour la vitalité de la démocratie, l'engagement citoyen... un débat constitutionnel réitéré est essentiel.

Chapitre XVIII. Dispositions finales.

Il faut veiller à ce que la législation et la réglementation soient adaptées au plus vite à la nouvelle Constitution, et éviter que celle de 1868 reste partiellement voire largement en vigueur jusqu'aux calendes grecques.